



# SYNDICAT MIXTE DU PAYS DU MANS

## REGLEMENT DE CONSULTATION

(R.C.)

Etude de potentiel de développement des énergies  
renouvelables et de récupération en Pays du Mans

Marché Public d'Etude

Réalisation d'une étude de potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération en Pays du Mans	
<b>Maîtrise d'Ouvrage</b>	<b>Syndicat Mixte du Pays du Mans</b> 40 rue de la Galère CS 51529 72015 LE MANS Cédex 2 Tel : 02.43.51.23.23 Courriel : <a href="mailto:jacqui.cullen@paysdumans.fr">jacqui.cullen@paysdumans.fr</a>
<b>Interlocuteur élu</b>	<b>M. Jean-Claude BOULARD,</b> <b>Président SM du Pays du Mans</b>
<b>Interlocuteurs administratifs</b>	<b>M. Matthieu GEORGET, Co-Directeur</b> <b>Mme. Jacqui CULLEN, Chargée de Mission</b> <b>Bâtiment-Energie-Climat</b>
<b>Comptable assignataire</b>	<b>Trésorerie Le Mans Ville</b>
Date et heure limites de réception des offres :  <b>Lundi 12 mars, 12h00</b>	

# Règlement de la Consultation

## Sommaire

<b>ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1 - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES ET OPTIONS	4
2.2.1 - VARIANTES	4
2.2.2 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
<b>ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES</b>	<b>5</b>
4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	5
4.2 – VARIANTES	6
<b>ARTICLE 5. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>9</b>
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	9
7.2 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	9

## Article 1. Objet et Etendue de la Consultation

### **1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation concerne le recrutement d'un prestataire pour la réalisation d'une étude de potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération en Pays du Mans.

### **1.2 - Etendue de la consultation**

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### **1.3 - Décomposition de la consultation**

#### **1.3.1 Lots**

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

#### **1.3.2 Tranches**

Le marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle. La réponse du candidat devra porter sur la tranche ferme et la tranche conditionnelle. Si le pouvoir adjudicateur décide d'affirmer la tranche conditionnelle, cette décision sera notifiée au titulaire lors de l'attribution du marché et avant le début de la prestation.

La tranche ferme consiste en la réalisation de la prestation à l'échelle du Pays du Mans (commanautés de communes du Sud Est du Pays Manceau, communauté de communes de l'Orée de Bercé Belinois, communauté de communes de Maine Cœur de Sarthe et la communauté urbaine de Le Mans Métropole).

La tranche conditionnelle consiste en la réalisation de la prestation, en plus, sur le territoire de la communauté de communes du Gesnois Bilurien.

### **1.4 - Conditions de participation des concurrents**

Les concurrents retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par la personne responsable du marché est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la personne responsable du marché tel qu'il est indiqué ci-dessus.

### **1.5 - Nomenclature communautaire**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification complémentaire
Services d'études (79311000-7)	

## **Article 2. Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des documents d'études sont fixés dans le C.C.T.P.

### **2.2 - Variantes et Options**

#### **2.2.1 - Variantes**

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Cependant, ils peuvent également présenter, conformément à l'article 58 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une offre comportant des variantes.

Les éléments contenus dans les documents de consultation notamment le C.C.T.P constituent les exigences minimales à respecter.

#### **2.2.2 - Prestations supplémentaires ou alternatives**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure éventuellement des avenants et /ou des marchés complémentaires ou de prestations similaires (dans ces deux derniers cas, si les conditions sont réunies) dans le respect de la réglementation en vigueur et du CGCT.

### **2.3 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Les études seront financées selon les modalités suivantes : sur fonds propres, avec financement possible à hauteur de 80 % maximum : ADEME, Région Pays de la Loire.

Les études, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

A compter de l'attribution du marché, un paiement de 40% du montant total du marché sera effectué sur base d'une première facture.

Le solde sera réglé à la fin de la prestation sur présentation du rapport final accompagné d'une facture.

### Article 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.),
- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière (A.E.A.F),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

### Article 4. Présentation des offres

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

#### **4.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire

1. Un projet de marché comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :
  - L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière (A.E.A.F) : à compléter, dater et signer en original par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché
  - Une note méthodologique dans laquelle le candidat explicitera la démarche proposée pour la réalisation de cette étude. Cette note devra comprendre à minima :
    - o Calendrier prévisionnel détaillé,
    - o Méthodologie proposée pour les 3 phases,
    - o Pistes cartographiques pour le rendu de l'étude,
    - o Pistes de communication/sensibilisation autour de l'étude,
    - o Méthodologie de concertation/coproduction proposée,
    - o Moyens humains et matériels dédiés à l'exécution de la prestation,
2. Un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :
  - Les références du candidat dans les domaines des énergies, de la concertation, de l'accompagnement des collectivités territoriales, de l'animation de projet, et tout autre domaine considéré comme pertinent par le candidat.
  - La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,
  - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (format libre ou DC2 comportant toutes les attestations nécessaires).
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
  - Les documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur conformément à la réglementation en vigueur :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Une indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services.
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.
- Tous les documents permettant d'apprécier les garanties et capacités techniques et professionnelles du candidat.

**NOTA** : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui sera défini lors de la demande (10 jours maximum – article 55 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

#### **4.2 – Variantes**

Pour chaque variante présentée, les concurrents établiront un dossier particulier en indiquant, outre le montant de l'offre correspondant à cette variante les adaptations à apporter éventuellement au C.C.T.P.

## **Article 5. Sélection des candidatures et jugement des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les critères intervenant pour la sélection des candidats sont :

- Garanties et capacités techniques et professionnelles,
- Garanties et capacités financières.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

- 60% Valeur technique, appréciée à partir de l'analyse de la note méthodologique et des références,
- 40% Prix des prestations, apprécié au vu de l'annexe financière de l'acte d'engagement

Le critère de la valeur technique de l'offre, noté sur 60 points, sera évalué à partir des références du candidat ainsi que d'une note méthodologique précisant la démarche et les moyens mis en œuvre avec notamment pour chaque prestation demandée :

- les compétences et savoir faire des différents intervenants
- la méthodologie
- la qualité des documents produits et restitutions.

Le critère du prix sera apprécié au vu de l'acte d'engagement dans lequel figure le prix décomposé par phase technique. L'offre la moins disante (hors offre anormalement basse) se verra attribuer la note de référence maximum (40 points). Les autres offres seront notées de façon inversement proportionnelle.

L'offre retenue est celle qui obtiendra le score le plus élevé. En cas d'égalité de classement, c'est le score obtenu sur le critère valeur technique qui départagera les offres.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables ne seront pas classées.

Le prix de référence sera le prix hors taxe en lettres figurant à l'acte d'engagement.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, le montant de celle-ci ne sera pas modifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le bureau d'études concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire de référence. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

#### Négociations :

Après examen des propositions reçues, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager ou non des négociations avec le ou les candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes. A défaut d'offre recevable, la négociation pourra être engagée avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre irrégulière pour autant qu'elles aient respecté les exigences de délais et les modalités formelles de présentation des offres.

La négociation pourra se dérouler en plusieurs phases successives à l'issue desquelles certains candidats seront éliminés par application des critères de choix des offres.

## Article 6. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté **portant le nom du candidat et les mentions :**

**Offre pour :**

**Etude de potentiel de développement des énergies renouvelables et de récupération en Pays du  
Mans  
Marché d'étude**

**NE PAS OUVRIR**

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte du Pays du Mans  
40, Rue de la Galère  
CS 51529  
72015 Le Mans Cedex 2

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.



## Article 7. Renseignements complémentaires

### **7.1 - Demande de renseignements**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Madame Jacqui CULLEN  
Syndicat Mixte du Pays du Mans  
40, rue de la Galère  
CS 51529  
72015 Le Mans Cedex 2  
Tel : 02.43.51.23.23  
Email : jacqui.cullen@paysdumans.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à tous les candidats s'étant manifesté 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### **7.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place**

Sans objet.